

Points Etudes et Bilans

de la Polynésie française

Consommation et exportations, moteurs de la croissance en 2016

Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'établit à 593 milliards de F.CFP en 2016, soit une croissance de 3,5 % par rapport à 2015. La consommation des ménages et des Administrations, tout comme les exportations, sont les moteurs de la croissance.

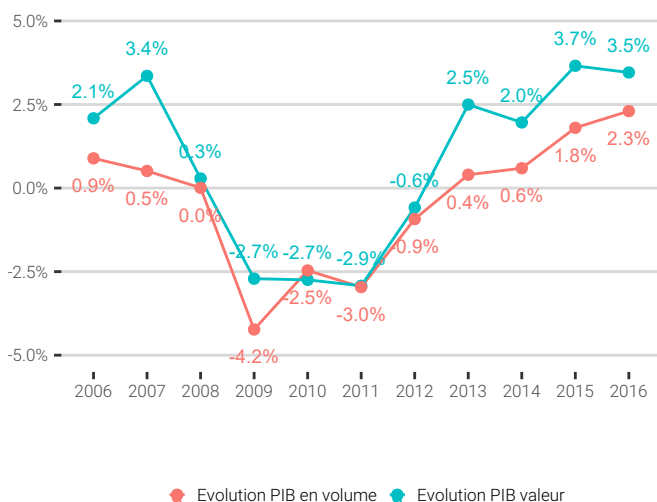
Le Produit Intérieur Brut (PIB) à prix courants en 2016 est en progression de 20 milliards par rapport à 2015 et s'établit à 593 milliards de F.CFP, soit une hausse de 3,5 % de la richesse créée par rapport à l'année précédente. Après correction des effets-prix¹, le PIB à prix constants croît de 2,3 %. La consommation des ménages, celle des administrations de même que les exportations soutiennent la dynamique de croissance en 2016. Cette expansion s'accompagne, pour la deuxième année consécutive, d'une hausse du nombre d'emplois salariés (+ 2 %).

La croissance réelle de l'économie est supérieure à l'accroissement démographique en 2016. De ce fait, le PIB par habitant est en hausse de 1,4 % et atteint 2,13 millions de F.CFP.

TABLE 1. Les emplois des ressources de l'économie polynésienne

Unité : millions de F. CFP	2016 à prix constants	2015	Evolution réelle	Contribution à l'évolution du PIB
Consommation finale (a)	569 182	552 376	3,0%	2,9%
Consommation des ménages	385 116	374 294	2,9%	1,9%
Consommation finale des administrations	184 066	178 082	3,4%	1,0%
Formation brute de capital (b)	110 890	114 128	-2,8%	-0,6%
Biens d'équipements	57 055	60 197	-5,2%	-0,5%
Construction	51 772	52 110	-0,6%	-0,1%
Investissements immatériels	2 063	1 821	13,3%	0,0%
Variations des stocks (c)	-1 656	266		-0,3%
Solde de la balance des biens et services (d)	-92 417	-93 958	-1,6%	0,3%
Exportations	117 261	112 350	4,4%	0,9%
Exportations de biens	25 497	24 463	4,2%	0,2%
Exportations de services	91 764	87 887	4,4%	0,7%
Importations	209 678	206 308	1,6%	-0,6%
Importations de biens	182 211	174 873	4,2%	-1,3%
Importations de services	27 467	31 435	-12,6%	0,7%
PIB (a+b+c+d)	585 999	572 812		2,3%

Fig. 1. Evolution du PIB réel et nominal



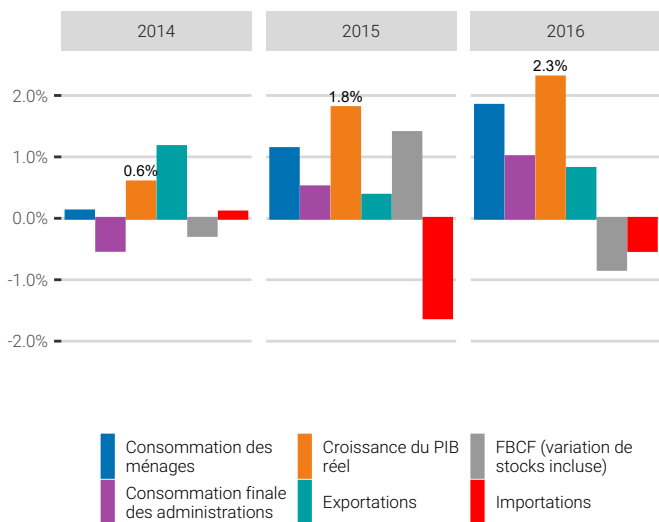
Source : Comptes économiques - ISPF

Consommation finale des ménages : la reprise se confirme, soutenue par les créations d'emplois

La consommation finale marchande des ménages poursuit sa hausse en 2016 (+ 3,6%) pour atteindre 331 milliards de F.CFP. Valorisée à 164,6 milliards de F.CFP, la demande des ménages en biens a progressé de 4,7 %, soutenue par la vigueur des achats de biens d'équipement (+ 19 %) et de biens de consommation (+ 10 %). En hausse également, la demande en services s'établit à 166,6 milliards de F.CFP (+ 2,4 %). Les dépenses en hôtellerie-restauration, santé et location-promotion immobilière tirent la croissance de la consommation de services des ménages. Si la tendance est haussière depuis 2013, la dépense de consommation par habitant en 2016 ne représente que 93 % de sa valeur de 2007 (à prix constants).

1. Le PIB à prix constants (ou réel ou en volume) est la valeur totale de tous les biens et services finaux produits dans l'économie au cours d'une année donnée, calculée en utilisant les prix de l'année précédente. Le PIB à prix constants a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

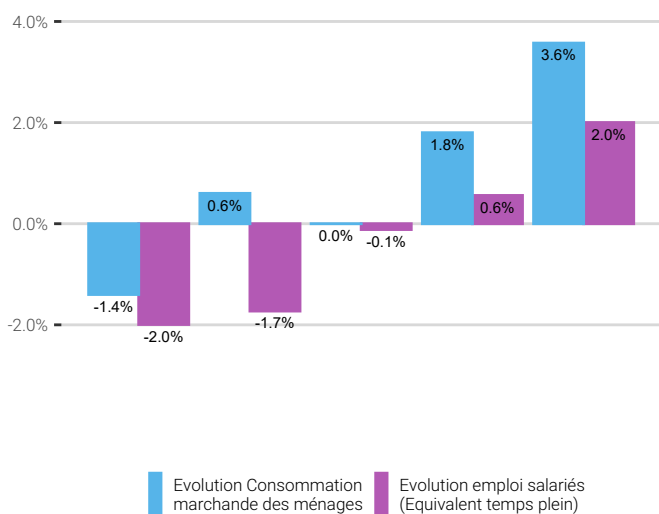
Fig. 2. Contributions à l'évolution du PIB réel



Source : Comptes économiques - ISPF

Impactée par une production agricole en baisse, la consommation non marchande, valorisée à 54 milliards de F.CFP, se réduit de 1,1 %. Au sein de cette composante l'autoconsommation de loyer² poursuit néanmoins sa progression, liée à l'acquisition de logement par les ménages, ce service autoconsommé représentant 81 % de la consommation non marchande des ménages en 2016.

Fig. 3. Lien entre consommation et emploi



Source : Comptes économiques - ISPF

Consommation finale des administrations : hausse de la dépense publique

La consommation finale des administrations est le second contributeur à la progression du PIB après la consommation des ménages. Le retour à la croissance, en 2015 (+ 1,7 %), de cette composante, se confirme en 2016 avec une hausse de 3,4 %, pour atteindre 184 milliards de F.CFP.

2. Les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service, autoconsommation généralement appelée autoconsommation de loyer

Cette consommation, qui est l'exact reflet de la production non marchande du secteur public, progresse principalement en administration, en activités immobilières et en services aux particuliers. La consommation en administration (110,9 milliards de F.CFP) et en éducation, santé et action sociale (62,7 milliards de F.CFP) représente 94% de la consommation finale des administrations.

Formation brute de capital fixe : Commande publique et privée en berne

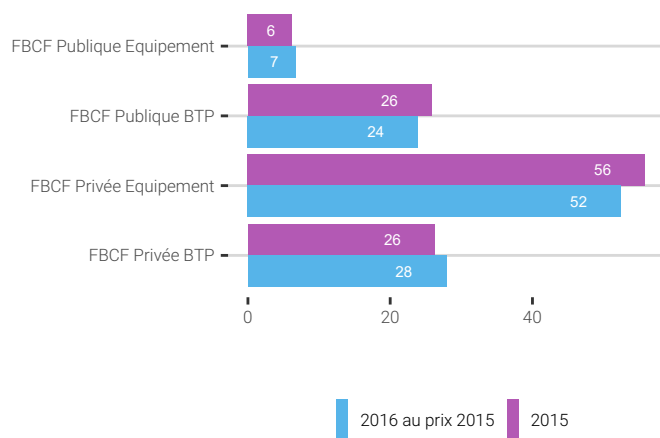
Les administrations publiques, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions et acquisitions de logements neufs) consacrent 110,9 milliards de F.CFP à l'investissement en 2016. Les acteurs publics comme privés ont réduit leurs dépenses d'investissement, qui globalement baissent de 2,8 %.

La demande d'investissement en biens d'équipement³ se contracte de 5,2 %. Cette baisse est imputable aux acquisitions de produits des industries aéronautiques et nautiques qui n'atteignent plus que 10,2 milliards de F.CFP, soit une chute de 36 % par rapport à 2015 (qui avait vu l'arrivée de deux bateaux de tonnage important). A l'inverse, les acquisitions d'autres biens d'équipement, pour un total de 46,8 milliards de F.CFP, sont en hausse de 6,1 % sans toutefois infléchir la tendance globale. Les immobilisations incorporelles (2,1 milliards de F.CFP) augmentent également sous l'effet de la hausse de la commande publique (+ 35,7 %).

Le secteur privé a acquis pour 52,4 milliards de F.CFP de biens d'équipement en 2016 (- 6 %), tandis que la demande des administrations progresse de 7,7 %, à 6,7 milliards de F.CFP.

L'investissement en construction en 2016 se contracte de 0,6 % à 51,8 milliards de F.CFP. Cette tendance s'explique par une baisse de la demande des administrations (- 7,4 %) en BTP essentiellement attribuable au Pays. La dépense totale pour le secteur public s'établit à 23,9 milliards de F.CFP, tandis que celle du secteur privé, valorisée à 27,9 milliards de F.CFP, progresse de 6 %. La baisse du coût du crédit à l'habitat pour les ménages stimule les investissements immobiliers, dans un contexte d'amélioration du marché du travail.

Fig. 4. Formation Brute de Capital Fixe par secteur



Source : Comptes économiques - ISPF

3. Les acquisitions d'immobilisations incorporelles ont été comptabilisées avec les acquisitions de biens d'équipement. Elles représentent moins de 2 % de l'investissement total et cette agrégation a pour but de faciliter la lecture.

Exportations de biens et de services : la demande extérieure demeure soutenue

Pour la seconde année consécutive la contribution des exportations à la croissance est positive, la valeur totale des exportations polynésiennes (117,3 milliards de F.CFP) progresse de 4,4 %. Les exportations de biens et celles de services progressent de concert pour atteindre respectivement 25,5 et 91,8 milliards de F.CFP, correspondant à des croissances de 4,2 et 4,4 %.

TABLE 2. Exportations de biens et de services

Unité : milliards de F. CFP	2016	2015	Evolution
Biens exportés			
Agriculture - élevage	1,0	1,0	0,3%
Produits de la mer	8,1	10,0	-18,5%
Industries agroalimentaires	2,8	2,7	2,4%
Industrie des biens de consommation	7,9	7,4	6,8%
Industrie des biens d'équipement	3,8	2,1	80,9%
Autres industries des biens intermédiaires	1,8	1,2	48,0%
Total Biens	25,5	24,5	4,2%
Services exportés			
Construction	-	-	
Transports	48,6	48,3	0,6%
Activités financières	1,0	0,9	6,8%
Activités immobilières	-	-	
Postes et télécommunications	1,6	1,8	-7,4%
Autres services aux entreprises	5,1	3,0	71,3%
Hôtels et restaurants	31,2	30,0	4,1%
Autres services aux particuliers	4,2	4,0	6,8%
Total Services	91,7	87,9	4,4%

Source : Comptes économiques - ISPF

La dynamique des exportations de services est en grande partie liée à la hausse de la fréquentation touristique (+ 4,7 %), avec notamment un accroissement de la demande du reste du monde en hôtellerie restauration, en services touristiques au sens large et en transports. Les dépenses des non résidents en hôtellerie restauration et en transports représentent, à eux seuls, 87 % des exportations de services. Bien que les dépenses des touristes internationaux contribuent également à l'évolution des exportations de biens, la hausse de cette composante est principalement imputable à la réexportation d'un ferry. Les biens d'équipement, les biens de consommation ainsi que les biens intermédiaires compensent la diminution des exportations de perles de Tahiti.

Hausse des ressources de l'économie

La production polynésienne croît en volume pour la quatrième année consécutive. La production des entreprises et de l'administration en biens et en services atteint 920 milliards de F.CFP, soit 21 milliards de plus qu'en 2015. La valeur des ressources globales de l'économie polynésienne, à prix constants, progresse de 25 milliards, les importations progressant de 3 milliards sur cet exercice.

TABLE 3. Les ressources de l'économie polynésienne

Unité : millions de F. CFP	2016 à prix constants	2015	Evolution réelle
Production (z)	920 317	898 810	2,4%
Somme des valeurs ajoutées (a)	512 449	500 797	2,3%
Impôts sur les importations (b)	29 566	29 481	0,3%
Impôts sur les exportations (c)	369	439	-15,9%
Autres impôts sur les produits (d)	44 600	43 160	3,3%
Subventions sur les produits (e)	-985	-1 065	-7,5%
Importations (f)	209 678	206 308	1,6%
Total ressources (z+b+c+d+e+f)	1 203 545	1 177 133	2,2%
Produit Intérieur Brut (PIB) (a+b+c+d+e)	585 999	572 812	2,3%
PIB/habitant	2,13	2,11	1,4%

Source : Comptes économiques - ISPF

Note méthodologique

La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités⁴.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité⁵ principales et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces branches ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leur évolution ainsi que leurs contributions respectives à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2015 ont été exprimées en francs de 2014 (autrement dit, à prix constants).

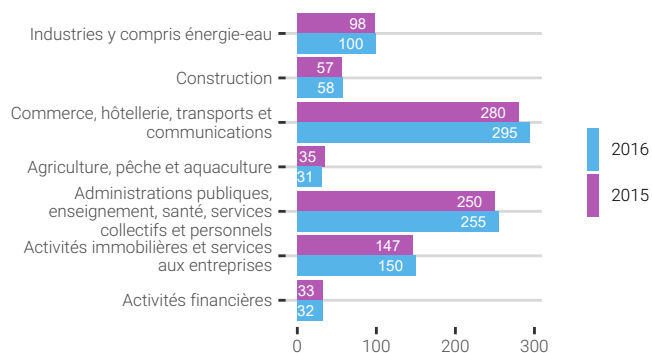
La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume⁶, c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.

4. La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre ces ressources en regard de leur utilisation par les agents économiques, il convient ensuite de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations. La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

5. Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

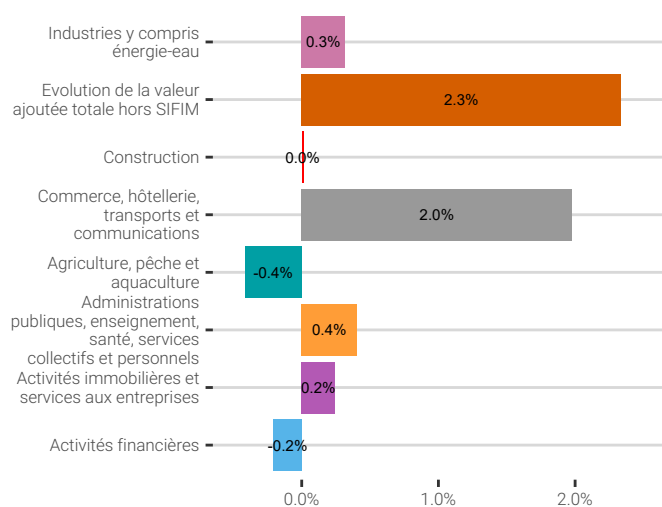
6. La production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

Fig. 5. Production des regroupements de branches



Source : Comptes économiques - ISPF

Fig. 6. Contributions des branches à la croissance de la valeur ajoutée en 2016



Source : Comptes économiques - ISPF

Production du regroupement Commerce, Hôtellerie, Transport et Télécommunications en hausse de 5,2 %

La production du regroupement Commerce, Hôtellerie, Transport et Télécommunications est en hausse de 5,2 %. Valorisée à 294,7 milliards de F.CFP, cette production représente 32 % de la production totale et 26,8 % de la valeur ajoutée totale hors SIFIM⁷.

Hôtellerie-restauration Bénéficiant d'une fréquentation touristique en hausse et de la vigueur retrouvée de la demande des ménages la production de la branche est en croissance (+ 9,6 %) pour la seconde année consécutive et atteint 66,9 milliards de F.CFP. Ce dynamisme s'accompagne de créations d'emplois à un rythme soutenu (+ 3,3 %) et désormais 5 700 emplois en équivalent temps plein⁸ œuvrent au sein de la branche. L'Hôtellerie bénéficie de la

7. Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

8. Les emplois en équivalent temps plein correspondent à la somme des heures travaillées dans l'activité considérée divisée par la durée mensuelle maximale légale (169h).

hausse du nombre de touristes et de ce fait du nombre de nuitées vendues. La production de cette branche s'établit à 39,4 milliards de F.CFP, en hausse de 11,2 %. La production est également en hausse pour les autres hébergements (+ 9 %), constitués en grande partie des pensions de famille, pour une valeur totale de 2,5 milliards de F.CFP. Le chiffre d'affaires des restaurants de type rapide comme traditionnels, de même que ceux des traiteurs poursuivent leur redressement, induisant une croissance significative (+ 7 %) de la production des restaurants-bars-discothèques qui atteint 24,9 milliards de F.CFP.

Transports

La vigueur de la consommation des ménages, couplée à une hausse de fréquentation touristique, a un effet d'entraînement sur la branche Transports dont la production totale, valorisée à 115,6 milliards de F.CFP, progresse de 4,9 % en 2016. La production de transport aérien (52,8 milliards de F.CFP), celle des auxiliaires de transport (43,4 milliards de F.CFP) de même que celle du transport maritime (14,4 milliards de F.CFP) sont toutes en hausse, respectivement de 3,4 %, 5,1 % et 14,3 %. Seul le transport routier, pénalisé par le déclin de l'activité de transport de passagers, subit une diminution de 0,6 % de sa production, valorisée à 5 milliards de F.CFP.

Commerce

La croissance de la production totale du commerce se renforce en 2016 (+ 4,8 % contre + 0,7 % en 2015) accompagnant la hausse de la demande en biens des ménages. Au total la production de cette branche compte pour 9 % de la production totale de l'économie, pour une valeur de 82,6 milliards de F.CFP. La hausse des immatriculations de voitures particulières (+ 10,6 %) est en ligne avec la hausse de 10 % de la production totale du commerce automobile. L'embellie du marché automobile propulse la production de la branche à 9,5 milliards de F.CFP. La tendance est identique pour les autres commerces dont la production, valorisée à 66,1 milliards de F.CFP est en hausse de 4,2 %, cette dynamique se répercutant sur l'emploi qui progresse de 5,2 % (en ETP) entre 2015 et 2016. La croissance est moindre pour les activités de commerce de produits pétroliers (+ 1,5 %) car, si les volumes distribués augmentent, l'évolution à la baisse des prix du carburant contraint les marges des entreprises de la branche. La production de commerce de produits pétroliers est valorisée à 6,9 milliards de F.CFP. Au final la production de marges de commerce représente 85,8 % de la production totale du commerce en 2016 contre 85,1 % en 2015.

Télécommunications

La production des services de télécommunications, d'une valeur totale de 29,6 milliards, est en baisse de 1,5 %. Les activités de téléphonie mobile pèsent sur la production de la branche, avec des volumes d'échanges d'appels en baisse pour les deux opérateurs.

Production du regroupement « Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale et Services aux particuliers » en hausse de 1,9 %

La production du regroupement « Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale et Services aux particuliers » poursuit la croissance entamée en 2015, pour atteindre 255,1 milliards de F.CFP, en hausse de 1,9 %. La production non marchande (176,7 milliards de F.CFP) et la production marchande (78,4 milliards de F.CFP) sont en hausses respectives de 2,4 et 1 %.

Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale

Comme en 2015, la production totale de la branche Administration publique (114,5 milliards de F.CFP) est en hausse de 2,4 %. La composante non marchande (110,8 milliards de F.CFP) est en hausse de 3,3 % tandis que la production marchande (3,7 milliards de F.CFP) chute de 20,1 %. La production de la branche Education est valorisée à 58 milliards de F.CFP, dont 52,4 milliards de F.CFP de production non marchande. Si la production non marchande est en légère baisse (- 0,4 %), la production marchande d'Education, valorisée à 5,5 milliards de F.CFP, progresse de 1,2 %, notamment grâce au dynamisme de la formation pour adultes. La production totale de la branche Santé-action sociale atteint 59,3 milliards de F.CFP, en hausse de 4,3 %. La production non marchande de santé, qui compte pour 10,2 milliards de F.CFP, est en progression de 10 % parallèlement à une production marchande en hausse de 3,6 % pour un total de 49,1 milliards de F.CFP. L'augmentation de la production non marchande au sein de ce regroupement est en partie liée à la hausse du nombre de salariés ETP du secteur public des branches Administration (+ 1,2 %) et Santé-Action sociale (+ 3 %).

Services aux particuliers

La production de services aux personnes, principalement marchande, est en baisse de 0,4 %, pour une valeur totale de 23,3 milliards de F.CFP. Si la production marchande de cette branche (20,1 milliards de F.CFP) est quasi stable (- 0,2 %), la production non marchande (3,2 milliards de F.CFP) diminue de 1,4 %, du fait d'une baisse de l'activité des ménages en tant qu'employeur de personnels domestiques.

Production du regroupement de branche « Activités immobilières et services aux entreprises » en hausse de 2,2 %.

La production du regroupement de branche « Activités immobilières et services aux entreprises » atteint 149,9 milliards de F.CFP, en hausse de 2,2 %.

Activités immobilières

La production totale de ces activités (89,8 milliards de F.CFP) est en hausse de 2,8 %. La reprise de la promotion immobilière se traduit par la croissance des chiffres d'affaires des entreprises de support juridique de programmes immobiliers. Soutenue également par les locations de logement, la production marchande de la branche atteint 41,5 milliards de F.CFP, en hausse de 1,3 %. Le nombre de ménages propriétaires de leur logement est en augmentation régulière, induisant une progression continue de la production non marchande d'activités immobilières (+ 4,3 %) qui atteint 48,2 milliards de F.CFP en 2016. D'autre part, l'Office Polyné-

sien de l'Habitat voit ses dépenses significativement augmenter, générant une hausse de la production non marchande des Administrations de 67 %, pour un total de 4,5 milliards de F.CFP.

Services aux entreprises

La production, exclusivement marchande, des activités de services aux entreprises confirme le retour à la croissance initiée en 2015. Valorisée à 60,1 milliards de F.CFP, cette production croît de 1,4 % sous l'impulsion des activités de conseil pour les affaires, de locations de véhicules de courte durée et des activités de compabilité. A l'inverse l'entretien-réparation automobile et les prestations de conseil en informatique et logiciel pénalisent l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises de la branche en 2016.

Production du regroupement Industries, Eau et Energie en hausse de 1,9 %.

La production totale du regroupement Industries, Eau et Energie totalise 99,8 milliards de F.CFP, en hausse de 1,9 %. En 2016, les industries de biens de consommation, agroalimentaires et de biens intermédiaires impriment leurs dynamiques sur la croissance de la production du regroupement.

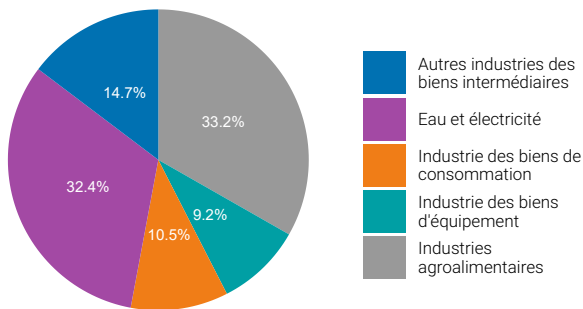
Eau et énergie

La hausse du nombre d'abonnés au réseau électrique parallèlement à la hausse de la consommation de kilowatt-heures soutiennent la production de la branche, en croissance de 0,9 %, pour un total de 32,3 milliards de F.CFP. Les productions marchande et non marchande (réalisée par les communes) des activités de captage, traitement et distribution d'eau progressent également en 2016.

Industries

La vigueur de la consommation des ménages et des administrations redonne de l'élan à l'industrie polynésienne. Ainsi les industries de biens de consommation, de biens intermédiaires et agroalimentaires font toutes face à une demande croissante. La dynamique d'ensemble n'est freinée que par le repli des industries de biens d'équipement, qui souffrent de la baisse de l'investissement. Les activités d'édition de revues et de périodiques, les activités d'imprimerie, de même que la production de savons et détergents sont les moteurs de la croissance (+ 4,1 %) de la production des industries de biens de consommation qui atteint 10,4 milliards de F.CFP. En hausse de 3 %, la production des industries agroalimentaires (33,2 milliards de F.CFP) bénéficie du regain de demande adressée aux fabricants de bières, de charcuterie, de poissons transformés et de produits de boulangerie. Accompagnant les besoins des entreprises de construction de maisons individuelles, les chiffres d'affaires des entreprises de fabrication de portes et fenêtres métalliques et de charpente et d'autres menuiseries tirent la croissance de la production des industries de biens intermédiaires. Cette production s'établit à 14,7 milliards de F.CFP, en hausse de 2,4 %. La contraction de l'activité que subissent la fabrication de bateaux et la maintenance-réparation d'aéronefs contribue à la baisse de la production des industries de biens d'équipement (- 2 %). Cette production est valorisée à 9,2 milliards de F.CFP en 2016, et à prix constant le niveau actuel de production est équivalent à celui de 2009.

Fig. 7. Répartition des productions des industries (y compris Eau et Energie)



Source : Comptes économiques - ISPF

Production du regroupement « Construction » en croissance de 1,6 %

La production du regroupement « Construction », de 57,8 milliards de F.CFP, est en croissance de 1,6 %. L'emploi salarié progresse de 0,9 %, dans une moindre ampleur que la production. La demande des ménages en immobilier neuf et en rénovation soutient l'activité de la branche, comme le montre l'évolution des chiffres d'affaires des activités de construction de maisons individuelles, des entreprises de travaux de finition et celles de menuiseries bois et pvc. En revanche les activités de construction de routes et celles d'autres bâtiments, sont confrontées à la baisse de la commande publique et contribuent négativement à l'évolution de la production de la branche construction.

Production des activités financières en baisse de 2,1 %

La production des activités financières repart à la baisse en 2016 (- 2,1 %) pour une valorisation totale de 32 milliards de F.CFP. Les produits nets bancaires et d'assurance sont en baisses respectives de 2,5 et 3,7 %. Le produit net bancaire s'établit à 23,7 milliards de F.CFP et sa contraction s'explique par un repli de l'activité de crédit accentué encore par la baisse des marges bancaires. Le produit net d'Assurance, après une forte croissance en 2015 (+ 7,7 %), se contracte à 4,8 milliards de F.CFP. A l'inverse, l'activité des auxiliaires de services financiers progresse de 3,5 %, sous l'impulsion des activités d'auxiliaires financiers et de la gestion de patrimoine, pour un niveau de production de 3,4 milliards de F.CFP.

Production de l'Agriculture, la Pêche et l'Aquaculture en chute de 9,5 %

La production de l'Agriculture, la Pêche et l'Aquaculture, constituée à 72 % d'une composante marchande et à 28 % de non marchande, chute de 9,5 % pour une valeur totale de 31,2 milliards de F.CFP. Sur cet exercice, la production agricole, celle de perles brutes comme celle de pêche, sont toutes orientées à la baisse. La production globale de la pêche est valorisée à 14 milliards de F.CFP baisse de 4,2 %. Ceci reflète un repli encore plus marqué pour la production marchande (- 5,5 %) que pour la production non marchande (- 2,2 %). Dans l'agriculture, la production marchande se contracte de 9,1 % tandis que la production non marchande est en baisse de 15,6 %. La production totale agricole s'inscrit donc en

baisse de 11,2 %, pour un total de 10 milliards de F.CFP. L'année 2016 est encore plus difficile pour la perliculture dont la production, exclusivement marchande, plonge de 16,4 % pour une valeur totale de 7,3 milliards de F.CFP.

Des importations en hausse

Les importations sont en hausse de 1,6 % en volume, pour un total de 209,7 milliards de F.CFP, cependant cette croissance est moins importante que celle constatée en 2015 (+ 5 %). Ce différentiel provient de la contraction des importations de services et de biens d'équipement. Les importations de biens (182,2 milliards de F.CFP) progressent de 4,2 % en 2016. En revanche le reflet de la bonne tenue de la consommation de biens des ménages est encore plus visible en observant les importations de biens hors biens d'équipement dont la hausse est de 6,3 %. A l'inverse, valorisées à 27,5 milliards de F.CFP, les importations de services marquent un net recul (- 12,6 %). Les services de transport qui représentaient plus de 35 % des importations de services en 2015 s'effondrent de 47 %, sous l'effet de la baisse de demande en transport aérien auprès de compagnies non résidentes.

Sources

Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs); le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées.

L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

Définitions

Valeur ajoutée : La valeur ajoutée représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. Elle est égale à l'excédent de la production (vente) sur les consommations intermédiaires (achats). Il s'agit de la richesse créée par l'entreprise, qui est répartie entre les différents éléments composant son environnement économique : employés (charges de personnel), administration (impôts et taxes), investissements (dotations aux amortissements et provisions), bailleurs de fonds (frais financiers) et capital (résultat net réparti entre les associés et les réserves).

Produit intérieur brut (PIB) : le produit intérieur brut se compose de la production intérieure brute augmentée de la valeur ajoutée du secteur non marchand, conventionnellement valorisée par les charges de personnel des administrations et des services domestiques. Il s'agit donc de la richesse créée par l'économie au cours d'une année.

PIB réel et PIB nominal : Le PIB réel (ou en volume ou encore à prix constants) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de ne mesurer que les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal ou à prix courants), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Secteurs : Le secteur constitue un regroupement d'unités de production homogène. Les secteurs marchands produisent des biens et services marchands, par opposition aux secteurs non marchands (administrations publiques) qui produisent des services non marchands et marginalement des biens et services marchands. Les 5 grands secteurs de la nomenclature des comptes sont les sociétés non financières, sociétés financières, les administrations, les ménages et le secteur des agents non résidents.

Production (P) : la production est l'activité socialement organisée consistant à créer des biens et services. La production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché, à un prix visant à couvrir au moins les coûts de production. Les services non marchands regroupent les services fournis par les administrations à titre gratuit ou quasi gratuit ainsi que les services domestiques. Il faut noter que l'activité productive concerne également les productions non commercialisées : produits agricoles vivriers, produits de la pêche, ainsi que les services fournis par les propriétaires de logements à eux-mêmes.











Consommations finales (CF) : elles sont uniquement le fait des ménages et des administrations : elles représentent la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs.

Formation Brute De Capital Fixe (FBCF) : cette notion s'apparente à la notion d'investissement : elle représente la valeur brute des acquisitions en matériels et ouvrages de Bâtiment et Travaux Publics destinés à être utilisés pendant au moins un an. Pour les ménages, la FBCF ne concerne que les achats de logements neufs, ou éventuellement les grosses réparations effectuées sur les logements existants, toutes leurs autres dépenses en biens (même durables) et en services sont comptabilisées en consommations finales.

Consommations intermédiaires (CI) : les consommations intermédiaires représentent la valeur des biens autres que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés par les entreprises, au cours de la période, afin de mener à bien leurs activités : elles sont intégrées dans le processus de production.

Variations de stocks (VS) : les stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités productrices résidentes. Par convention, les variations de stocks ne concernent ici que la production stockée des entreprises en fin d'exercice.

Télécharger les données

-  Evolution du PIB réel et nominal (Fig. 1)
-  Les emplois des ressources de l'économie polynésienne (Tab. 1)
-  Contributions à l'évolution du PIB réel (Fig. 2)
-  Lien entre consommation et emploi (Fig. 3)
-  Formation Brute de Capital Fixe par secteur (Fig. 4)
-  Exportations de biens et de services (Tab. 2)
-  Les ressources de l'économie polynésienne (Tab. 3)
-  Production des regroupements de branches (Fig. 5)
-  Contributions des branches à la croissance de la valeur ajoutée en 2016 (Fig. 6)
-  Répartition des productions des industries (y compris Eau et Energie) (Fig. 7)

Bibliographie

- J. VUCHER-VISIN (2019) *Les comptes économiques rapides de la Polynésie française en 2018*
- A. AILLOUD (2018) *Les comptes économiques en 2015*

Éditeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Etudes et Bilans
Numéro	1192
Auteur de la publication	Alexandre AILLOUD
Rédacteur en chef	Patricia ANNEVILLE
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépôt légal	Décembre 2019
Informations	Immeuble Uupa - 1er étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2019 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	1247-7370

